



PASCAL LAGARDE (82) directeur exécutif en charge de l'international, de la stratégie, des études et du développement, Bpifrance

FINANCER LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

La perte de compétitivité de l'industrie française sur la dernière décennie place régulièrement la question de son financement au cœur du débat économique et politique. La nature même des besoins à couvrir amène à déployer une gamme de solutions très large.

L'INDUSTRIE a-t-elle des besoins spécifiques en matière de financement ? La réponse est assurément oui. L'industrie se distingue d'abord par des cycles d'investissement relativement longs, comme en témoigne le temps nécessaire pour concevoir un nouveau modèle d'automobile ou un nouveau médicament : cela se traduit par un besoin de fonds propres relativement élevé. L'industrie contribue ensuite à près des trois quarts des dépenses de R & D des entreprises en France : cet engagement dans l'effort d'innovation justifie un soutien public spécifique, compte tenu des risques inhérents aux projets de R & D et de leurs bénéfices pour la collectivité (externalités de connaissances).

« L'industrie contribue à près des trois quarts des dépenses de R & D en France »

RISQUES ÉLEVÉS

L'industrie est un secteur dans lequel le risque perçu par les apporteurs de capitaux est relativement élevé : outre son exposition à la concurrence internationale, le secteur affronte aujourd'hui un contexte de mutations technologiques inédites, avec le déploiement du numérique et de la robotique ainsi que la prise en compte des enjeux du réchauffement climatique. Ces mutations s'accompagnent certes d'opportunités considérables, mais aussi d'une remise en cause profonde des modèles économiques en place. À cet égard, on peut mentionner de toute évidence le caractère « disruptif » du numérique, ainsi que les bouleversements qu'il induit sur la chaîne de valeur, y compris pour des secteurs dits « traditionnels », mais aussi l'impact qu'ont les

biotechnologies sur l'industrie pharmaceutique. Il en découle une forte incertitude concernant les modèles et les technologies qui s'imposeront dans les années à venir, ce qui contribue à freiner l'investissement privé.

MARGES ET COMPÉTITIVITÉ

L'industrie française fait en outre face à des problèmes spécifiques de compétitivité et une situation de marges contraintes, qui réduit ses capacités d'autofinancement.

Depuis le début de la crise s'ajoutent des tensions persistantes sur la trésorerie des industriels, qui se traduisent par un niveau de défaillances encore élevé.

Assurer la pérennité de l'outil de produc-

tion à court terme dans un contexte économique mondial encore fragile et peu porteur, le moderniser et l'adapter aux profondes mutations technologiques en cours afin de préparer le long terme, lui donner la capacité de servir les marchés étrangers : les enjeux du secteur industriel sont donc nombreux. Et pour répondre à ces enjeux, les outils de financement doivent eux-mêmes s'adapter.

DES RÉPONSES MULTIPLES

Ces enjeux constituent une préoccupation constante pour Bpifrance, qui mobilise toute une gamme de financements, de l'investissement en fonds propres aux prêts de trésorerie, afin de répondre aux besoins très hétérogènes des industriels. Par exemple, dans l'industrie agroalimentaire, neuf bénéficiaires sur dix sont des TPE dans une problématique d'accès au crédit et bénéficient à ce titre de garanties

REPÈRES

Bpifrance a pour mission de mobiliser les financeurs privés sur les besoins déterminants pour notre compétitivité à long terme. En témoigne la place importante de l'industrie dans ses financements : en 2014, le secteur industriel a capté près d'un quart des montants d'intervention de Bpifrance, soit 5,1 milliards d'euros, bien qu'il ne représente que 14 % du produit intérieur brut. Ces financements ont bénéficié à 12 300 entreprises industrielles, totalisant environ 410 000 emplois. Les entreprises de taille intermédiaire (ETI) sont bien représentées, puisqu'une ETI industrielle sur trois a bénéficié d'un soutien de Bpifrance en 2014 (soit plus de 500 entreprises distinctes).

de prêts bancaires, tandis que dans le secteur de l'énergie, les entreprises financées sont plutôt des PME et ETI, mobilisant des prêts de long terme pour installer des unités de production d'énergie (notamment des fermes éoliennes).

ACCÉLÉRER LES MUTATIONS

De manière générale, les enjeux liés à la compétitivité hors-prix du secteur industriel (montée en gamme, modernisation de l'outil de production) requièrent des financements adaptés, souvent mal servis par le marché. L'industrie capte ainsi les trois quarts des aides à l'innovation de Bpifrance (qui prennent la forme de subventions, d'avances remboursables ou de prêts à taux zéro pour des projets individuels ou collaboratifs) et 40 % des fonds engagés par Bpifrance dans le cadre du programme d'investissements d'avenir (PIA). La gamme des « prêts de développement » s'inscrit également dans cet objectif de soutenir la montée en gamme : il s'agit de prêts sans caution ou garanties personnelles, avec un différé de remboursement de deux ans, visant à financer des investissements immatériels ou à faible valeur de gage. Ils permettent d'accélérer la transition vers des usines dites « intelligentes », intégrant les technologies du numérique et de la robotique, ainsi que les enjeux de la transition énergétique et environnementale. À titre d'exemple, les « prêts verts », distribués entre 2010 et 2013 dans le cadre du PIA, ont permis à des industriels déjà sou-

cieux de leur empreinte environnementale d'amplifier leurs investissements destinés à réduire leur consommation énergétique et leurs émissions de gaz à effet de serre. Ces projets se sont parfois traduits par une refonte totale du processus de production : pour la moitié des bénéficiaires des prêts verts, le projet financé revenait à plus que doubler l'appareil productif immobilisé.

DÉVELOPPER DES ACTIONS TRANSVERSALES

Mais la compétitivité de l'appareil exportateur français se joue au-delà du seul secteur manufacturier. En effet, la compétitivité des exportateurs français dépend significativement du coût de leurs intrants : une récente note du Conseil d'analyse économique estime que les coûts salariaux directs des exportateurs français ne représentent que 23 % de leurs coûts totaux : les trois quarts restants se partagent entre les coûts salariaux des autres branches utilisées en consommations intermédiaires (21 %) et les autres consommations intermédiaires (prix de l'énergie, produits importés, immobilier, 56 %). Les consommations intermédiaires de services représentaient environ 16 % de la production manufacturière en 2011, soit presque autant que les coûts salariaux.

« Les enjeux de compétitivité requièrent des financements adaptés »

Promouvoir le développement industriel nécessite donc une action transversale sur l'ensemble des secteurs, ce qui est l'approche retenue par Bpifrance. Cette approche est cohérente avec l'imbrication croissante entre industrie et services et la nécessité pour les industriels d'intégrer des compétences en dehors de leur champ traditionnel.

ACCOMPAGNER L'ENTREPRENEUR

Le développement industriel ne nécessite pas seulement des financements, mais aussi un réel accompagnement pour susciter des stratégies de développement ambitieuses. L'atteinte d'une taille critique, la conquête de marchés étrangers, la conception de nouveaux produits ou la

constitution d'alliances sont autant de démarches complexes et chronophages, qui exigent préalablement une prise de conscience du dirigeant concernant

les changements stratégiques à mettre en œuvre. Ces prises de conscience peuvent malheureusement découler d'une crise grave (perte d'un donneur d'ordre, arrivée de nouveaux concurrents très agressifs), comme cela a été le cas pour de nombreux sous-traitants de l'industrie lors de la crise financière de 2008-2009. Encourager des démarches plus proactives nécessite non seulement de compléter l'écosystème du financement avec des services d'accompagnement « sur-mesure » pour les entreprises les plus prometteuses (à l'instar de l'accélérateur de PME mis en place par Bpifrance et la Direction générale des entreprises), mais aussi de lever certains freins psychologiques (refus de certaines entreprises familiales d'ouvrir leur capital, sous-estimation des opportunités de croissance à l'étranger par certaines ETI, etc.). C'est en brisant ainsi l'isolement des chefs d'entreprise que l'industrie française pourra pleinement exploiter son potentiel. ■



© NATALIYA HORA / FOTOLIA

il faut accélérer la transition vers des usines intelligentes.